



**RÉGION ACADÉMIQUE
PAYS DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

APPEL D'OFFRE OUVERT

Règlement de la consultation

établi en application du code de la commande publique
dans sa version consolidée du 1^{er} avril 2019

Référence : EPRIMO3 2022

Pouvoir Adjudicateur :

Représentant du Pouvoir Adjudicateur :

l'État

M. William MAROIS,
Recteur de la région académique Pays de la Loire
et de l'Académie de Nantes
BP 72616
44326 NANTES Cedex 3

Comptable assignataire :

M. le Directeur régional des finances publiques
de Loire Atlantique
4, quai de Versailles
BP 93503
44035 Nantes cedex 1
02.28.24.19.79.

Code CPV principal : 72267000

Le présent document comporte 10 pages

Date limite de réception des plis : **vendredi 11 mars 2022 à 12h**

PREAMBULE

Le dispositif « marché public simplifié » (MPS) est remplacé par le « **document unique de marché européen** » (**DUME**).

Le DUME est une déclaration sur l'honneur qui permet aux entreprises d'attester de leur compétence, de leur situation financière ainsi que de leurs capacités lorsqu'elles répondent à un marché public au sein d'un état de l'Union européenne. Il est utilisé comme preuve préliminaire dans les procédures de passation de marchés publics.

Le DUME a pour vocation de simplifier les processus de fourniture de documents et certificats attestant de l'éligibilité d'une entreprise à un marché public (critères d'exclusion et de sélection). Il se substitue aux DC1, DC2.

Aucune attestation n'est demandée au moment de la remise du DUME.

Le DUME est accessible au moment de la réponse sur [PLACE](#), sur le site [CHORUS](#) à la rubrique « Accéder au Service DUME » ou sur le site dume.chorus-pro.gouv

L'utilisation du formulaire « DUME » est fortement préconisée, mais le candidat peut répondre par tout autre moyen.

L'entreprise peut répondre à une consultation par un DUME même si l'acheteur n'a pas lui-même créé de DUME.

ATTENTION, seuls font foi les documents originaux du DCE détenus par l'administration.

Quel que soit le nombre de lots, l'information ne doit être fournie qu'une seule fois.

A. OBJET DU MARCHÉ

A.1 - Objet du marché

Marché de services –

Le marché est porté par le rectorat de l'académie de Nantes et les collectivités locales membres du groupement de commandes mis en place pour le projet de renouvellement de l'espace numérique de travail e-primo.

Afin d'assurer la continuité des usages pour les utilisateurs, le rectorat de Nantes lance ce marché public visant à **l'intégration, l'hébergement, la mise en production, la maintenance et l'évolution d'une solution OPEN ENT NG**. Il porte donc sur la mise en place d'une nouvelle version d'e-primo pour maintenir en conditions opérationnelles et fonctionnelles l'ENT du premier degré, à la disposition des écoles sur le territoire académique. L'OPEN ENT NG est une solution logicielle libre et open source d'espace numérique de travail (<http://open-ent-ng.github.io/>). Le code source d'OPEN ENT NG est distribué sous licence GNU Affero General Public License (<https://github.com/OPEN-ENT-NG>).

Le marché prendra effet le 18 juillet 2022.

A.2 – Allotissement

Lot unique

A.3 – Contact pour obtenir des informations

Rectorat d'académie de Nantes
Délégation Académique au Numérique (DAN)
BP 72616
44326 Nantes cedex 3

M Alain PEREIRA
Conseiller du recteur pour le numérique dans le 1er degré
Délégué académique au numérique adjoint
Alain.Pereira@ac-nantes.fr
02 72 56 65 20

B. REGLEMENT DE LA CONSULTATION

N.B. : les informations contenues dans ce paragraphe sont non contractuelles et informent les candidats sur les conditions de la mise en concurrence.

NB : le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au Cahier des Clauses Particulières (au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres). La date de remise des offres pourra alors être prorogée.

B.1 – Procédure de consultation

Le marché est passé selon un appel d'offre ouvert conformément aux dispositifs du code de la commande publique (CCP).

Le CCAG des marchés publics de fournitures courantes et de services s'applique.

Les variantes ne sont pas autorisées.

Le présent marché est un marché forfaitaire à prix global.

Pas de limitation du nombre de candidats.

Il est possible que le pouvoir adjudicateur demande des précisions quant à la teneur des offres si cela est nécessaire.

B.2 – Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises comprend :

- Le cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes (valant cahier des clauses techniques particulières CCTP et cahier des clauses administratives particulières CCAP)
- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (ATTRI1)
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)

Ce dossier de consultation est téléchargeable sur la plateforme :

www.marches-publics.gouv.fr

B.3 – Documents à fournir par le candidat

B.3-1 Candidature :

- Utiliser le formulaire DUME (Cf. Préambule)
- Au stade de sa candidature, le candidat s'engage sur l'honneur à présenter :
 - les capacités nécessaires à l'exécution du marché public (professionnelles, techniques et financières, assurances),
 - ne pas faire l'objet de l'interdiction de soumissionner aux marchés publics (art. L.2341-1 et s. du CCP),
 - à respecter les dispositions de la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes.
 - à respecter les dispositions des articles L.5212-1 à L. 5212-11 du code du travail relatifs à l'emploi des travailleurs handicapés.

Les capacités attestées sur l'honneur et la vérification des obligations sociales et fiscales du candidat seront vérifiées par le pouvoir adjudicateur avant notification au lauréat.

B.3-2 Projet de marché :

- Un mémoire technique élaboré en conformité avec les prescriptions détaillées dans le cahier des clauses particulières et le présent règlement de la consultation.
- L'offre technique et financière constituée du bordereau des prix unitaires complété et signé.
- L'acte d'engagement dûment complété et signé.

B.4 – Réception des plis

Les plis seront transmis de manière dématérialisés par le biais de la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) :

www.marches-publics.gouv.fr

Les plis, enregistrés dans l'ordre d'arrivée, doivent parvenir avant la date et heure limite de réception des offres fixées au : **vendredi 11 mars 2022 12h.**

B.5 – Critères de sélection

Sont éliminées de la présente consultation sans être étudiées, les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables (art. L.2152-2 à 4 CCP)

Les offres des candidats admis à l'analyse de leur proposition seront notées et classées par ordre décroissant sur la base des critères pondérés ci-dessous.

Critères d'attribution	Note maximale des (sous)-critères	Pondération	TOTAUX
Critère 1 : VALEUR TECHNIQUE	Apprécié au regard du contenu du mémoire technique en réponse aux éléments du CCP, et des tests réalisés sur la maquette proposée.		
Chaque sous-critère sera noté comme suit : 20 points : réponse très satisfaisante – les éléments fournis sont complets et apportent une réponse de nature à permettre une prestation de qualité optimale au regard des exigences de l'acheteur 15 points : réponse satisfaisante – les éléments fournis sont complets ou suffisants et apportent une réponse de nature à permettre une prestation de qualité correcte et une exécution convenable au regard des exigences de l'acheteur 10 points : réponse moyennement satisfaisante - les éléments fournis comportent des défauts mineurs mais apportent une réponse de nature à assurer une prestation de qualité moyenne et une exécution passable du marché au regard des exigences de l'acheteur 5 points : réponse peu satisfaisante - les éléments fournis comportent des défauts majeurs et permettent d'assurer une exécution peu acceptable du marché au regard des exigences de l'acheteur 0 point : réponse très insatisfaisante - les éléments fournis par le candidat sont inexploitable ou insatisfaisants			
Sous-critère 1.1 valeur de l'offre fonctionnelle	20	1	20
Sous-critère 1.2 valeur de l'offre technique	20	0,75	15
Sous-critère 1.3 valeur de l'offre de service	20	0,5	10
Sous-critère 1.4 valeur spécifique de la maquette de la solution proposée	20	0,75	15
TOTAL Critère 1	60		
Critère 2 : VALEUR PRIX	Évalué au regard du montant total HTVA de la simulation de facturation		
	Le prix sera évalué à partir d'une simulation faite sur la base du bordereau des prix renseigné par les candidats. La meilleure offre se verra affecter la note de 40. Les autres offres seront notées proportionnellement à l'offre la moins élevée selon la formule suivante : $NP = (No \times Po) / P$ NP = note de l'offre considérée No = note maximale de l'offre la mieux placée Po = prix de l'offre la mieux placée P = prix de l'offre considérée La note résultant de l'application de cette formule constituera la note du critère prix		
Prix	40	1	40
TOTAL Critère 2	40		
TOTAL	100		

Règles d'arrondi :

Si le chiffre des centièmes des notes intermédiaires et finale est :

0, 1, 2, 3 ou 4, le chiffre des dixièmes est arrondi par défaut au dixième inférieur ;

5, 6, 7, 8 ou 9, le chiffre des dixièmes est arrondi par excès au dixième supérieur.

Les offres sont classées par ordre décroissant de note finale obtenue. Le candidat dont l'offre est arrivée en première position est pressenti pour l'attribution du marché.

Dans le cas où deux offres obtiennent la même note finale, la note du critère 1 « **valeur technique** » la plus élevée détermine le candidat pressenti.

B.6 – Durée de validation des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **90 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

B.7 – Négociation

Le pouvoir adjudicateur ne négociera pas.

C. CLAUSES ADMINISTRATIVES

C.1 – Liste des documents contractuels par ordre de priorité

Le présent marché est régi par les documents ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre suivant :

1. L'acte d'engagement, signé par le(s) candidat(s) et le représentant du pouvoir adjudicateur, ainsi que le bordereau des prix unitaires complété et signé.
2. le cas échéant, les bons de commande émis sur la base du marché ;
3. le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services en vigueur à la signature du marché, ou tout texte réglementaire le remplaçant ;
4. le cas échéant, les annexes relatives à la co-traitance ou la sous-traitance ;
5. l'offre technique du (des) titulaire(s) du marché.

C.2 – Durée

Le marché prendra effet le **18 juillet 2022** pour une durée de 4 ans (48 mois).

C.3 – Lieu d'exécution

Rectorat de Nantes
Délégation Académique au Numérique (DAN)
BP 72616
4 rue de la Houssinière
44326 Nantes cedex 3

C.4 – Prix

Le marché est conclu à PRIX UNITAIRES, basés sur le bordereau des prix unitaires complété, et rappelés dans l'acte d'engagement.

C.5 – Forme du prix

Les prix sont fermes.

C.6 – Avances

Une avance égale à 5 % du montant du marché est versée de plein droit au titulaire, sauf si celui-ci y renonce, à partir de 10.000 € HT jusqu'à 300.000 € HT.

L'avance est calculée selon les modalités des articles R.2191-6 de la commande publique. Elle n'est soumise à aucune constitution de garantie privée ou de sûreté financière.

Le paiement de cette avance intervient dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification du marché.

Le remboursement de l'avance s'impute par pré-compte sur les sommes dues au titulaire par fractions proportionnées aux échéances prévues dans le calendrier d'exécution des prestations.

C.7 – Pénalités

Le détail du calcul des pénalités est précisé dans le cadre de l'article 8.6 du cahier des clauses particulières (CCP).

C.8 – Règlement des prestations

La facture afférente aux prestations est adressée sous forme dématérialisée sur la plate-forme **CHORUS-PRO** (<https://chorus-pro.gouv.fr/>).

Pour enregistrer sa facture, le titulaire doit indiquer deux informations :

- le numéro d'engagement juridique CHORUS (EJ) = n° de bon de commande à droite en haut du bon de commande à en-tête de la DRFIP
- le n° du service exécutant = n° Serv.Ex., en haut à gauche du bon de commande à en-tête de la DRFIP. Ici il s'agit de : FAC0000044.

La facture porte, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le détail de la facturation (acompte, solde / objet)
- la date de notification du marché
- OU la date du bon de commande
- **le numéro d'engagement juridique CHORUS (EJ) = n° de bon de commande à droite en haut du bon de commande à en-tête de la DRFIP**
- les nom et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire;
- le prix total HT et le prix total TTC.

Pour information, le SIRET état est le : **11000201100044**.

Le délai global de paiement ne peut excéder **30 jours** (art. R.2192-10 et s. du CCP).

C.9 – Documents à produire pendant l'exécution du marché

C.9-1 Déclaration d'assurance

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations, y compris en cas de sous-traitance. Dans un délai de **15 (quinze) JOURS à compter de la notification du marché (ou des lots du marché)**, et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être titulaire d'une police d'assurances :

- au titre de la responsabilité civile ;
- garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux ;
- couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 et 2270 du Code civil.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents du pouvoir adjudicateur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers.

Par la suite, et pendant toute la durée du marché, le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité, sans interruption. Il dépose les attestations de renouvellement de son assurance sur le site :

www.e-attestations.fr

et ce, jusqu'à l'expiration du contrat en cours. À défaut, l'administration pourra résilier le lot concerné aux torts et aux frais du titulaire, sans indemnité.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite au pouvoir adjudicateur de l'accord-cadre, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément le pouvoir adjudicateur de toute modification de son contrat d'assurance.

C.9-2 Déclaration de paiement des impôts et des cotisations sociales

Pendant toute la durée du marché, les titulaires doivent fournir tous les six mois au plus :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et contributions sociales ;
- les attestations et certificats de paiement délivrés par les administrations fiscales et sociales.

Le titulaire dépose les attestations de renouvellement de son assurance sur le site :

www.e-attestations.fr

et ce, jusqu'à l'expiration du contrat en cours.

Pour toute demande de création d'un compte sur www.e-attestation.fr, le titulaire écrit à support@e-attestations.fr

Les sous-traitants éventuels doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

C.10 – Résiliation

Les clauses mentionnées au chapitre 6 du CCAG/FCS sont applicables au marché sous réserve des stipulations ci-dessous.

Le cas échéant, la résiliation pour l'un des motifs suivants :

- pour événements extérieurs au marché et à relatifs à la capacité du titulaire à exécuter le marché¹ ;
- pour faute du titulaire² ;
- absence de garanties complémentaires exigées au titre des capacités (absence d'interdiction de soumissionner) ou des assurances (paragraphe E.10) malgré une relance par courrier ou courriel en recommandé A/R

ne donne lieu à aucune indemnisation du titulaire.

Le cas échéant, la résiliation pour l'un des motifs suivants :

- événements liés au marché et indépendants de la volonté du titulaire³ ;
- motif d'intérêt général⁴ ;

donne lieu à une indemnisation limitée à 5 % de la part non exécutée du marché.

C.11 – Exécution aux risques et frais du titulaire

En cas de défaillance du titulaire¹, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter les prestations à ses frais et risques par une entreprise tierce.

La mise en œuvre de cette stipulation est obligatoirement précédée de l'envoi au titulaire d'une **lettre de mise en demeure en recommandé avec accusé de réception**. En l'absence de réponse de sa part dans un délai de 15 (quinze) JOURS calendaires, ou si les manquements relevés persistent dans le même intervalle, le représentant du pouvoir adjudicateur peut faire usage de cette stipulation.

L'exécution aux risques et aux frais peut avoir lieu en cas d'inexécution (sans résiliation) ou être décidée en plus de la résiliation aux torts du titulaire.

C.12 – Traitement des données à caractère personnel

Le présent marché comporte un ou des traitement(s) de données à caractère personnel.

C.12-1 Préambule – précisions terminologiques

Le responsable de traitement au sens du règlement général sur la protection des données (RGPD) est le représentant du pouvoir adjudicateur du présent marché et les sous-traitants sont les titulaires des lots de l'accord-cadre.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel¹.

C.12-2 Description du traitement de données à caractères personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte du RPA, pour la durée du présent marché, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations. La transmission de ces données a pour unique finalité la facilitation de l'exécution du présent contrat et n'autorise en aucun cas un retraitement ou une diffusion en dehors des services concernés.

C.12-3 Sous-traitance des activités de traitement (articles 28.2 et 28.4 du RGPD)

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant, il informe préalablement et par écrit le représentant du pouvoir adjudicateur et soumet le futur sous-traitant à son approbation².

C.13 – Litiges et contentieux

Le présent marché est régi par le droit français.

C.13-1 Règlement amiable des litiges

Préalablement à tout contentieux, les parties sont tenues de saisir le comité consultatif interrégional de règlement amiable des litiges à Nantes (44) et/ou la médiation des entreprises (DIRECCTE).

C.13- 2 Juridiction compétente

En cas de contentieux né de l'attribution ou de l'exécution du marché, le juge du tribunal administratif de Nantes, territorialement compétent, est saisi du litige juridictionnel.

6 allée de l'Ile Gloriette BP24111

44041 Nantes Cedex 1

Téléphone : +33 2 40 99 46 00

Télécopie : +33 2 40 99 46 58

Courriel : greffe.ta-nantes@juradm.fr

ANNEXE FINANCIERE

Annexe jointe : Bordereau des Prix Unitaires (BPU) à remettre complété lors du dépôt de l'offre.